

Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10°)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : ANDRÉ COLOMER
123, Rue Montmartre, PARIS (2°)

ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE	POUR L'ÉTRANGER
Un an..... 64 fr.	Un an..... 96 fr.
Six mois. 32 fr.	Six mois. 48 fr.
Trois mois 16 fr.	Trois mois 24 fr.
Chèque postal Férandel 586-65	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Ils oseront encore parler au nom de la Révolution !

Ca y est ! L'Humanité l'annonce triomphalement, ce matin, aux prolétaires éblouis d'admiration : LA RECONNAISSANCE OFFICIELLE DE L'UNION DES REPUBLIQUES SOVIÉTIQUES PAR L'EMPIRE BRITANNIQUE !

Et l'organe central du Parti Communiste en tire cette conclusion :

Les communistes français saluent avec joie la grande victoire politique de leurs camarades russes. La classe ouvrière de ce pays saura en apprécier la valeur.

Il convient en effet que les prolétaires sachent à quoi s'en tenir sur les conditions et le sens d'une telle reconnaissance.

Le Temps d'aujourd'hui nous renseigne à merveille sur ce sujet.

Son Bulletin du Jour, entièrement consacré aux rapports nouveaux de l'Angleterre et de la Russie, mérite bien, à cet égard, d'être disséqué, sous les yeux de nos lecteurs, pour leur édification :

Rien n'établit mieux la continuité de la politique anglaise et le caractère véritablement national du cabinet formé par M. MacDonald. A lire les titres que des journaux ont donnés à la nouvelle de ce matin, on pourrait croire que l'Angleterre a brusquement changé d'idées. A la réflexion, l'on s'aperçoit qu'il n'en est rien. Tout au plus le Foreign Office a-t-il changé de méthode, mais en conservant le même but.

Jusqu'à présent la diplomatie britannique considérait que la reconnaissance de droit devait être accordée aux Soviets en échange de certains avantages : rétablissement des traités antérieurs, indemnités aux ressortissants britanniques, règlement des dettes, cessation de la propagande bolcheviste en territoire britannique. La reconnaissance des Soviets par l'Angleterre pouvait donc être comparée, s'il est permis de s'exprimer ainsi, à une locomotive qui poussait un train de marchandises et qui, étant placée à l'arrière, ne devait entrer en gare qu'après le dernier wagon.

Ce matin, la diplomatie britannique change l'ordre du convoi. La reconnaissance des Soviets est préalable, et elle est annoncée dès le paragraphe premier ; mais on y rattache aussitôt (paragraphe 2) la nécessité de « conclure des arrangements définis et pratiques sur des questions diverses, dont certaines n'ont point de liens directs avec la question de la reconnaissance, et dont les autres, par contre, sont intimement liées au fait de la reconnaissance ». Puis on énumère ces questions : rétablissement des traités antérieurs (paragraphe 3), indemnités aux ressortissants britanniques et « restauration du crédit de la Russie », c'est-à-dire, règlement des dettes (paragraphe 4), cessation de la propagande (paragraphe 5). Pour que ces questions soient discutées sans retard, et même que soient réglées « toutes les questions qui se posent entre les deux pays », le gouvernement britannique invite les Soviets à « envoyer à Londres, à la date la plus proche qu'il sera possible, des représentants munis de pleins pouvoirs » (paragraphe 6). Enfin, le paragraphe 7, rappelant la satisfaction d'amour-propre que le paragraphe premier donnait aux Soviets, et que les paragraphes suivants risquaient d'obscurcir un peu, informe le gouvernement de Moscou que le représentant commercial de l'Angleterre s'appellera désormais : chargé d'affaires. Si l'on fait abstraction de cette modification protocolaire, on constate bien que le seul changement effectif est celui que nous avons signalé : au lieu de n'apparaître qu'après le règlement des questions litigieuses, et de jouer ainsi le rôle d'une récompense qui se fait désirer, la reconnaissance des Soviets apparaît en tête, comme une marque d'amitié qui doit faciliter le règlement des questions litigieuses. La locomotive tire le train au lieu de le pousser.

Ainsi voilà les conditions de la reconnaissance de la République bolcheviste par l'Empire britannique : toutes satisfactions données par la Russie « soviétique » au capitalisme anglais, à son vil mercantilisme, à son impitoyable affairisme qui lui fait opprimer et affamer d'immenses populations coloniales : RENONCIATION A TOUTE LA PROPAGANDE DES IDEES COMMUNISTES.

Mais, objectera-t-on, est-il certain que le gouvernement de Moscou acceptera les termes d'un tel pacte d'alliance ?

Sans nul doute. Le ton de l'Humanité nous en donne plus que la promesse : l'assurance absolue.

Et voici que le journal officiel de la République française, le Temps, laisse entendre que M. Poincaré en obtiendra bien d'autres des amis de son nouvel ami MacDonald :

Nous souhaitons que l'Angleterre obtienne beaucoup de satisfactions, et les Soviets aussi. Chacune de ces satisfactions sera un précédent que nous invoquerons légitimement et volontiers. Si l'Angleterre obtient des indemnités pour ses ressortissants et des paiements pour ses porteurs de fonds russes, comment le gouvernement de Moscou refuserait-il, plus tard, d'accorder le même traitement à la France ? Si la Russie obtient l'annulation, avouée ou déguisée, de la dette qu'elle a contractée à Londres pendant la guerre, comment la dette contractée par la France serait-elle le prétexte d'exigences plus rigoureuses ? Elevons-nous enfin à un point de vue tout à fait général : ce serait un bienfait pour toutes les nations, si l'Angleterre aidait la Russie à reconstruire sa prospérité.

Ce n'est plus qu'une question de semaines ou de jours. Il s'agit de faire déjà les préparatifs de l'alliance :

L'Angleterre va donc négocier seule. Espérons que le gouvernement français, pendant ce temps, fera du moins tous les préparatifs nécessaires pour s'entendre plus tard avec la Russie. Espérons qu'on règlera les questions qui se posent encore pour la France, aux alentours du territoire russe. Quand ratifiera-t-on le traité de Lausanne ? Quand ratifiera-t-on l'acte international du 28 octobre 1920, par lequel les principales puissances alliées ont reconnu le rattachement de la Bessarabie au territoire roumain ? L'Angleterre a ratifié cet acte dès le 14 avril 1922, et cela ne la gêne pas aujourd'hui pour négocier avec les Soviets. Le gouvernement français a déposé un projet de loi le 14 mars 1922, pour être autorisé à ratifier. Le rapporteur de la Chambre, M. Fargès, a déposé son rapport le 7 juillet 1922. Depuis, l'affaire dort. Puisse-t-on la réveiller. Puisse-t-on se réveiller.

Et allez-donc, protos de France, d'Angleterre et de Russie, préparez-vous pour la prochaine des dernières : voici l'Entente Cordiale reconstituée.

Et en attendant, courbez vos échine, subissez le pain à vingt-cinq ou vingt-sept sous, les loyers exorbitants, les salaires dérisoires ; trimez pour vous endettier chez le boucher et l'épicier, faites saisir vos meubles pour ne pas payer l'impôt sur les salaires — tout ça n'est rien, ça se supporte avec joie, avec délices, comme les premiers chrétiens subissaient l'assaut des fauves dans les arènes, puisque tout ce lot de souffrances et de privations vous l'endurez pour la Révolution, pour Moscou qui triomphe, au nom du Proletariat, en s'entendant bourgeoisement, militaristement, diplomatiquement avec les gouvernements de George V et de M. Poincaré.

Dans les prisons de Russie, Aron Baron pense à Cottin.

Un détenu militaire fait la grève de la faim

L'armée, c'est la grande famille, dit-on. Il est probable que cette opinion n'est pas partagée par tout le monde, car il existe un certain nombre d'individus qui, préférant les familles au cadre plus étroit — leur famille ! — dédaignent la grande pour se consacrer à la petite.

C'est sans doute le cas de Limonier qui fut arrêté, il y a quarante jours, à Casablanca, étant déserteur depuis sept ans ! C'est au cours d'une conversation que nous apprimes, hier soir, la pénible situation dans laquelle se trouve ce malheureux contre lequel l'autorité militaire s'acharne avec la ténacité qui lui est coutumière.

A la table du restaurant où nous prenions notre repas, nous entendîmes le dialogue suivant :

— Tu as bien connu Limonier ?
— Oui.
— Eh bien, mon vieux, il est en prison depuis quarante jours pour désertion !
— Pas possible.
— C'est comme je te le dis.

Il y a quarante jours, il fut arrêté à Casablanca pour désertion — celle-ci date de sept ans — et depuis douze jours, il moisit à la prison militaire de Châlons, ville dans laquelle se trouve le dépôt du régiment qu'il a quitté : le 56^e d'infanterie.

— Je ne m'attendais pas à cette nouvelle.

— Moi non plus, mais elle est authentique. Ce qu'il y a d'inquiétant dans la situation de ce camarade, c'est que depuis douze jours qu'il est incarcéré à Châlons à la caserne Carnot, on lui refuse tous les petits « privilèges » auxquels a droit un prisonnier : tabac, cantine, lecture, etc., etc.

— Depuis son arrivée dans ce lieu maudit, il ne cesse de réclamer, mais toutes ses réclamations sont restées vaines et il paraît traité même que pour faire respecter ses droits, LIMONIER AIT LA GREVE DE LA FAIM DEPUIS LE 28 JANVIER !

— Non ?
— Si, ET IL SERAIT DECIDE A TENIR JUSQU'AU BOUT, c'est-à-dire jusqu'à ce qu'il ait enfin obtenu satisfaction, jusqu'à ce qu'on ait enfin daigné lui accorder son droit, rien que son droit.

— C'est tout de même monstrueux. Un si brave garçon, un si bon cœur.

Nous n'en apprimes pas davantage, nos deux voisins s'étant levés de table pour sortir... Si peu renseignés que nous soyons, nous nous devons de dénoncer à l'opinion publique ce nouveau méfait de l'autorité militaire à l'égard d'un homme qui doit être traité non en condamné, mais en prévenu.

La situation de cet homme est critique, qu'on en juge. Selon l'un de nos voisins d'hier, Limonier aurait commencé la grève de la faim depuis le 28 janvier, c'est-à-dire quand nos amis liront cet article, DEPUIS SEPT JOURS, UNE SEMAINE ENTIERE ! Ah ! sans doute, les militaires ont tous les droits.

Allons donc ! dans la mesure où on les laisse exercer librement leur tyrannie.

Que ceux qui ont « servi » la « mère patrie » se souviennent des heures tristes et douloureuses qu'ils ont vécues pendant de longues années. La caserne ! Le service militaire ! Ces mots seuls font frémir d'horreur et de dégoût ceux qui y ont passé.

Ah ! les pauvres petits conscrits qui, ayant été reconnus « bons » pour le service, par le conseil de révision, et qu'on voit, le soir, titubant, gémant et même qu'on nous passe l'expression — déguenillé — ne savent pas ce qui les attend, ne soupçonnent pas toute l'étendue du malheur qui les frapperont, quelques semaines plus tard !

Ah ! l'arrivée à la caserne ! le premier pas dans la cour du quartier ! quel serrement de cœur !

Avant même d'avoir revêtu le complet bleu horizon, quand, en colonne par quatre, les bleus s'acheminent, sous la conduite d'un adjudant, vers leur... prison, ils sentent déjà qu'ils ne sont plus « civils ».

Ils le sentent dans leur cœur et dans leur chair.

Dans la cour, sont-ce des forçats, des condamnés au bagne perpétuel, ces jeunes gens de vingt ans, en bourgeois blancs, dont la tête rasée semble avoir été frottée avec du papier de verre ?

Non, ce sont des soldats qui, hier encore, étaient civils et qui regrettent amèrement leur passé relativement heureux.

Le détenu Limonier, ne devons-nous pas le défendre avec toute la fougue dont nous sommes capables ?

Ne devons-nous pas être derrière lui et l'aider à lutter pour l'obtention de son droit ?

Et ne devons-nous pas surtout, essayer d'arracher aux bagnes militaires, cette peut-être future victime d'un militarisme oppresseur ?

Limonier n'est-il pas, dès maintenant, un candidat à l'amnistie ?

Evidemment.

Mais en attendant que justice totale lui soit rendue nous devons de faire connaître à l'opinion publique le sort de ce malheureux qui doit d'autant plus souffrir qu'il fait, DEPUIS SEPT JOURS, LA GREVE DE LA FAIM.

Nous n'y manquerons pas.

SALLE DES FETES de la "BELLEVILLOISE", 23, Rue Boyer

(Métro : Martin-Nadaud)

Matinée artistique, poétique et musicale

au profit du "LIBERTAIRE"

AUJOURD'HUI, à 14 h. 30 précises

PREMIERE PARTIE :

- Ouverture : Marche de la Sérénade (Beethoven).
- Chansons réalistes..... RAULT.
- Poèmes..... RIVET.
- Poèmes..... SALON.
- Chansons de Béranger..... MILÉ TOUTELET.
- Poèmes..... MILÉ J. SALON.
- Poèmes..... PITARD.
- Trio de Mendelssohn..... TRIO DE LA ROULOTTE.

DEUXIEME PARTIE :

- Fantaisie sur Manon.
- Chansons de Ch. d'Auray..... STELLYS.
- Poèmes de Richpin et de Victor Hugo..... FÉLIX GIBERT, (de l'Odéon).
- Chansons de Paul Verlaine..... CHARLOTTE LUTZ.
- Chansons vécues..... GÉO ROBERTS.

Le mariage forcé

de Molière

Interprété en costumes de l'époque par la Roulotte

Prix d'entrée : Trois francs.

Nous crions à l'aide pour une femme

Jeanne Morand n'est pas sortie de sa prison hier. Elle n'a pas été conduite, une seconde fois, au chevet de sa maman.

L'Administration Pénitentiaire a fermé l'oreille à l'appel si émouvant de la prisonnière. Cette administration abuse de son pouvoir et commet, à l'égard de Jeanne Morand, la plus flagrante des injustices.

Nous ne réclamons pour notre camarade, détenue politique à la Maison d'Arrêt de Corbeil, ni un régime de faveur ni une mesure de clémence, mais simplement la possibilité de donner à sa mère les derniers soins.

Pour Jeanne Morand, qui s'est à deux reprises librement rendue en prison, nous demandons une suspension de peine.

Nous persistons à croire que ce qui fut accordé à un homme : André Marty, ne peut être indéfiniment refusé à une femme.

Nous sommes sûrs que Marty lui-même est de notre avis. Et les journaux aussi qui, par leurs protestations, ont obtenu qu'il adoucît de sa présence les derniers moments d'une mère chérie.

A l'aide, donc !

Souvenirs pénitentiaires

par H. ARMAND

On me demande de noter à la plume quelques-uns de mes souvenirs sur le Régime pénitentiaire. Je n'ai jamais subi de prison à la suite d'un acte devant me rapporter un bénéfice matériel. J'ai toujours souffert de la privation de liberté à cause d'autrui. Deux fois, j'ai été victime d'êtres sans noblesse qui espéraient se tirer, à mes dépens, de situations fâcheuses pour eux-mêmes. J'attribue à cette circonstance le fait, que malgré ces emprisonnements, je n'ai jamais rien perdu de ma puissance intérieure. Cependant, j'ai bu la coupe jusqu'au fond et la lie ne m'a pas été épargnée. Si je le rappelle, ce n'est pas pour m'attirer de la popularité en me présentant comme une victime d'autrui. Non, c'est parce que je ressens de la fierté de n'avoir pas été privé de la liberté — le bien le plus précieux à mon avis — parce que j'avais profité du soi-disant délit cause de ma condamnation. Il me plaît de me rendre témoignage à moi-même qu'à cet égard, j'ai les « mains pures ». Je n'en suis que mieux placé, en ma qualité de vieil abonné des villégiatures pénitentiaires, pour écrire sur le Régime infligé aux malheureux qui sont les hôtes des Maisons Centrales.

Et cependant, j'ai toujours hésité à prendre ou à publier des notes sur mes séjours en prison. J'ai refusé à plusieurs reprises des offres de publications de mémoires pénitentiaires. Pour comprendre l'état d'être d'un prisonnier, il faut être à sa place. Je parle naturellement du prisonnier qui sent son état, car il faut avouer qu'une grande partie des « emmurés » n'a qu'un désir, n'éprouve qu'un souhait : « tuer le temps ». Le tuer de n'importe quelle façon que ce soit. L'être qui vous est le plus cher ne pourra jamais savoir exactement ce que vous éprouvez en votre for intérieur. Que vous lui écriviez, que vous le voyiez — il se sait épié — il ne vous répondra, il ne vous dira jamais la vérité. On contracte en prison une habitude dont on a ensuite — si on ne réagit pas énergiquement — la plus grande peine à se défaire : se dissimuler, car on sait que dire franchement ce qu'on connaît, raconter l'existence qui vous est faite, exprimer son dégoût de certains faits qui se passent sous vos yeux, n'aurait qu'un résultat : on faire aggraver votre sort, ou vous exposer à être l'objet de la suspicion de ceux commis à votre surveillance, sous le prétexte que vous êtes une forte tête. Personne n'ignore que vous ne dites jamais la vérité et vos surveillants ne croient jamais ce que vous dites, même quand ce que vous dites est exact. Ils savent qu'ils sont hais de ceux qu'ils surveillent, qu'il leur faut se tenir en un état de continuelle défiance à leur égard, ils savent très bien que les menus services que peuvent leur rendre les détenus le sont à contre-cœur. Aussi se contentent-ils d'une apparence de soumission extérieure qu'ils obtiennent par un procédé sommaire : la terreur, la menace d'un châtimement disciplinaire. On peut imaginer l'état d'esprit d'un être qui a dû, des années durant, se plier à un régime semblable.

Il y a du comique dans l'emploi de certains termes dont se servent, pour écrire à des prisonniers, des gens qui ont l'heur de

se moquer en notant. Les correspondants des prisonniers oublient que dès qu'il a franchi le seuil d'une de ces maisons hospitalières, dont le fronton s'orne de la devise républicaine, l'emmuré n'est plus possédé que par une pensée : ressusciter au plus tôt à la vie libre. Malgré l'adoucissement momentané qu'ils peuvent apporter à sa souffrance, ce n'est pas de mots consolateurs et de paroles d'espoir que le prisonnier a besoin, c'est d'apprendre que se rapproche l'heure de sa libération.

Le plus grand nombre de ceux qui se sont occupés du prisonnier avant qu'il soit condamné s'en désintéressent dès la sentence prononcée sous prétexte que personne ne peut intervenir dans le régime intérieur des établissements pénitentiaires. On dirait que la famille, les amis, les avocats, sont au bout de tous leurs efforts dès lors que la condamnation est acquise. Ou bien leurs efforts ne s'exercent plus que dans le sens de recours en grâce, efforts qui réussissent plus ou moins. Quant à rendre le séjour du condamné moins pénible, moins douloureux, personne n'y songe, ou n'ose y songer. Les avocats ignorent le Code des Prisons et il en existe un cependant. Aucune Ligue des Droits de l'Homme n'intervient pour savoir à quel régime est soumis l'engagé. Or, c'est sa vie qu'il risque souvent

Comme on ne se contente pas de le priver de la liberté pendant un certain temps, mais qu'on l'astreint à un règlement lui supprimant certains menus plaisirs dont il est friand et que quatre-vingt-dix fois sur cent, il ne peut se procurer que par fraude, le prisonnier est naturellement porté à jour en cachette de ces menus plaisirs des qu'il peut le faire. Il lui arrive souvent d'être pris en faute et puni. Ce qui ne le fait point cesser. Il essaie une prochaine fois d'agir avec plus d'adresse et de dissimulation.

Officiellement, le système de « répression » en usage dans les pays civilisés consiste en une réclusion solitaire ou en commun pendant une période plus ou moins longue, à une astreinte, à une surveillance plus ou moins rigoureuse, à un travail plus ou moins pénible qui occupe le prisonnier toute la journée ; à l'obligation de se plier à un régime plus ou moins sévère.

En France, les infractions au règlement intérieur des prisons comportent des sanctions dont voici l'échelle :

- Réprimande.
- Amendes ou autres punitions pécuniaires.
- Privation de cantine.
- Privation de pitance.
- Pain sec.
- Privation de promenade.
- Privation de correspondance.
- Privation de visites.
- Salle de discipline.
- Cellule simple.
- Cellule ténébreuse.
- Cellule avec camisole de force.
- Cellule avec fers et menottes.

On trouve trop souvent des surveillants de basse mentalité qui s'acharnent après un détenu dont « la tête ne leur revient pas ». Ils l'accusent d'avoir commis une infraction imaginaire, ou d'une infraction insignifiante, ils font, en un rapport rédigé

selon l'art, un manquement grave à la lettre des Règlements. Voici le malheureux traduit devant le Directeur de la maison dont il est l'hôte involontaire, à ce tribunal pénitentiaire qu'on appelle le « Prétoire ». C'est en vain qu'il contestera le « rapport » du surveillant qui l'a « signalé » et qu'il y aura lieu à enquête. Si l'auteur du rapport maintient son dire — et il le fait toujours — il sera bel et bien condamné à une peine disciplinaire, aggravée parce qu'il a contesté les dires du gardien. Il n'est d'ailleurs jamais confronté avec le surveillant qui l'a signalé.

Le moins prévenu s'aperçoit bien vite que le personnel de l'administration pénitentiaire agit comme si l'État de la détention renouvelée des malheureux qui viennent en prison une des conditions de leur existence en tant que corps de fonctionnaires. Ceux qui surveillent les détenus et ceux qui les font travailler à leur profit ne paraissent pas avoir la moindre idée de ramener à l'illégal à la situation que la société considère comme normale, régulière. Leur besogne est d'obtenir par la crainte de ceux qu'ils sont payés pour surveiller ou qui travaillent pour eux, le silence ou l'observation automatique des règlements qui viennent aggraver la privation de la liberté.

En prison, le voleur est contraint de travailler pour un industriel le travail pour l'État (une exception) auquel il n'a fait aucun tort et qui le traite comme si c'était lui que le prisonnier avait volé. Cet industriel fait son travail de cet être qui ne lui a jamais porté préjudice d'aucune sorte, des bénéfices bien supérieurs à la somme que, dans la plupart des cas, le voleur s'est appropriée.

Comment un « voleur » redeviendrait-il un « honnête homme » lorsqu'il voit « traverser » sous ses yeux, l'industriel — le « confectionnaire » — pour lequel il travaille laisse partir pour la vente au dehors des produits notoirement défectueux. On exige du détenu qu'il les maquille pour en rendre les défauts invisibles. Tel produit manqué qu'on ne lui paye point, qu'on lui impute même à « mal façon », il le voit s'en aller pour être vendu. Condamné à une amende parce que son travail est défectueux, il voit son employeur ajouter à son bénéfice, tout ou partie du produit de cette amende.

Moralement et socialement, il n'y a pas de différence entre l'homme dont le casier judiciaire est vierge et celui dont ledit casier porte trace de condamnations plus ou moins variées. Il n'y a pas plus de différence entre « l'honnête » et le « malhonnête » hommes normaux qu'entre le pratiquant et non pratiquant normaux d'un culte quelconque, par exemple. Quiconque a étudié sur place la population pénitentiaire, quiconque l'a étudiée hors des prisons sait à quel point s'en tenir à ce sujet. Les « honnêtes » et « malhonnêtes » gens sont semblables en « défauts » ou « qualités ». L'envie, la jalousie, la délation, la colère, l'arrogance, la mauvaise humeur possèdent l'une ou l'autre catégorie — tout comme la générosité, la jovialité, le bon sens, la patience, la cordialité. Le monde « des prisons » ne diffère pas du monde « en général » — les distinctions sociales y demeurent tranchées. En maison centrale, un prévenu ou un avocat ne fraye pas avec une foule de quartier excentrique.

L'alimentation dont on nous gratifiait en maison centrale de Nîmes était atroce : d'énormes avariées, payées sans doute à un prix dérisoire, et dont n'aurait pas voulu un chien. J'ai souvenance de certains barrots à la naphthaline et de châtagnes au pétrole qui n'y avait rien d'autre à manger. Je m'en suis tiré avec une intoxication intestinale. Mais on ne sera pas étonné d'apprendre que le taux de la mortalité pénitentiaire est le triple de la mortalité ordinaire. A Nîmes, quand je m'y trouvais, elle était montée au quintuple.

J'évalue à un taux variant de 10 à 15 % le nombre de condamnés victimes d'erreurs judiciaires, c'est-à-dire subissant un châtiment pour un « crime » ou « délit » auquel ils sont étrangers.

E. ARMAND.

C'est mercredi !

Retenez bien, amis lecteurs, que le premier

GRAND MEETING

organisé par la Fédération Anarchiste Parisienne, en faveur de l'Amnistie, aura lieu mercredi prochain à 20 h. 30, Salle des Sociétés Savantes, 8, rue Danton.

Prenez vos dispositions pour y venir nombreux et y entraîner une foule d'amis.

A nos Amis

Le service de distribution du Libertaire est assuré de façon que le journal soit mis en vente dans tous les kiosques et marchands de journaux.

Nos camarades sont instamment priés de bien vouloir signaler à l'administration les défauts ou manques de répartition dont ils pourraient avoir connaissance. Le nécessaire sera fait sans tarder.

Le bouillonnage est le grand ennemi d'un journal tel que le nôtre. Afin d'éviter par une bonne régularisation de la distribution, nous demandons à nos amis d'ACHETER CHAQUE JOUR le Libertaire CHEZ LE MEME MARCHAND.

Nous sommes assurés que chacun voudra tenir compte de ces observations amicales inspirées par l'intérêt du journal et de la propagande.

Prière d'adresser toutes observations ou réclamations à l'administrateur Lentente, 123, rue Montmartre, Paris.

A quoi ces Messieurs passent leur temps

Cherbourg, 2 février. — Le contre-amiral Levassour, préfet maritime, a passé dans la matinée, une revue des troupes de la garnison, à l'issue de laquelle il a remis de nombreuses décorations.

Et dire qu'on accorde des traitements fatigants à ces gens-là pour passer des heures et em... le monde !

Le Congrès Communiste

par le « Guignol » de Lyon

Le journal hebdomadaire humoristique de Lyon, Guignol, publie un compte rendu spirituel du congrès communiste.

Nous voulions en donner des extraits, mais nous reculons devant la mutilation d'un morceau aussi savoureux. Et, comme prime du dimanche, nous le donnons en entier à nos lecteurs.

Le Congrès national du Parti Communiste avait attiré dans la salle Etienne-Dollet une foule considérable. Secrétaires permanents de l'Internationale, secrétaires permanents du Bureau politique, secrétaires permanents des Fédérations, délégués permanents à la propagande, on avait peine à dénombrer l'armée des travailleurs sans profession à qui incombe la lourde tâche de représenter en permanence la classe ouvrière.

UNE BELLE CARRIERE

La séance d'ouverture est présidée par le camarade Marcel Cachin, député de Paris, qui tient à faire connaître incontinent, voire même avec une rare incontinence, l'attitude qu'il entend adopter devant le Congrès.

— Mes votes-fractions passées, déclare-t-il solennellement, répondent de ma souplesse présente. Antimilitariste avant la guerre, patriote à tous crins de 1914 à 1918, dès le lendemain de l'armistice, j'étais redevenu antimilitariste ! De même, chef des antimilitaristes au Congrès national d'octobre 1923, je n'hésitais pas deux mois plus tard, pour sauver ma situation de directeur de l'Humanité, à prendre la tête de la fraction moscouitiste. Quelles que soient donc vos décisions, vous pouvez être certains que je me mettrai à plat ventre devant elles. (Très bien sur tous les bancs.)

« Au reste la seule chose qui importe, c'est d'être candidat aux élections prochaines et d'en reprendre pour quatre ans à 2.250 francs par mois. C'est pourquoi, dédaigneux des misérables calamités des valets de plume du capitalisme (vifs applaudissements) je demeure fidèle à la devise qui aura été la règle d'action de toute ma vie : « Avec la majorité ! Rien qu'avec la majorité ! »

VADE RETRO, SATANAS !

L'ovation soulevée par la péroraison du camarade Marcel Cachin, persiste encore quand le choc d'une hallebarde fait subitement s'incliner tous les fronts. Précédé d'un suisse en grand uniforme le cardinal Souvarine, légat du pape, monte en chaire. Le Congrès agenouillé entonne le cantique : « Il en a un nez le divin enfant ! »

Mais le Saxonarole du communisme ne se laisse pas attendre par ces chants. Il fulmine contre les militants qui n'assistent pas régulièrement aux messes-meetings et menace d'excommunication ceux qui sont encore incapables de réciter sans faute le catéchisme des 386 conditions.

Après la publication d'un mandement qui prescrit le remplacement de la carte du Parti par un scapulaire, le cardinal Souvarine bénit solennellement le Congrès. A sa descente de la chaire, un certain nombre de militants choisissent parmi les meilleurs sujets du catéchisme de persévérance communiste, sont admis à lui lécher les pieds.

DES CANONS ! DES MUNITIONS !

— Garde à vous ! Ce bref commandement annonce l'arrivée du capitaine Treint. Le chef de l'armée antimilitariste qui jadis offrit en vain son épée à la Pologne, n'est pas content de ses troupes. Il y a encore des murmures dans les rangs : on constate un flottement dans le pas cadencé ; trop d'hommes n'ont pas su ignorer la théorie sur les marques extérieures de respect.

Le Parti français devant suivre dans toutes ses fluctuations la politique du Parti russe, le capitaine Treint recommande spécialement aux sous-officiers instructeurs l'étude du demi-tour. Il insiste en outre sur la nécessité des revues d'armes. Chaque militant doit être doté d'un revolver. Les membres des Commissions syndicales seront incessamment pourvus de mitrailleuses.

VIF INCIDENT

Enthousiasmé par le discours du capitaine, un militant de première classe demande la parole : — Je demande, dit-il, que le chant de l'Internationale soit remplacé désormais par la Marseillaise revue et corrigée. L'heure est passée des meetings pacifistes où l'on se contentait de chanter : « Debout ! les flammes de la terre ». Le cri du jour doit être : « Aux armes, camarades ! »

En réponse aux protestations qui s'élèvent de toutes parts :

— La Marseillaise, poursuit l'orateur, est un ancien hymne révolutionnaire. J'ai appris ça quand je préparais le certificat d'études !

Un tollé unanime accueille cette déclaration. Des accusations s'entre-croisent :

— Il a vu : il a préparé le certificat d'études !

— C'est un intellectuel !

— Enlevez-le ! Exclusion !

Une bataille rangée s'engage. Pétaclade de revolver. Crépitements de mitrailleuses. La tactique du « front ouvrier » s'éclaircit enfin.

Au cri de « Cessez le feu ! » le silence se rétablit. Une suspension de séance est décidée pour l'enlèvement des cadavres.

Le Congrès aborde ensuite la discussion du problème de l'unité prolétarienne.

TRAMASSAC.

Que Boudoux nous excuse

L'Humanité revenant encore sur le « affaire » Boudoux, et déclarant qu'elle espérait plus longue la liste des organisations et des individualités solidaires de Boudoux, nous devons faire notre mea culpa et avouer que c'est de notre faute si cette liste déjà longue n'a pas été plus longue encore.

L'honorabilité de Boudoux n'étant mise en cause par aucun camarade, nous n'avons pas pu nous dispenser de prendre toutes les colonnes du Libertaire pour insérer les affirmations de solidarité en sa faveur que de nombreuses organisations et individualités nous ont envoyées pour être publiées.

Que Boudoux nous en excuse.

Aux Camarades du « Libertaire »

J'ai pris connaissance, dans votre numéro du 18 janvier, de l'article émanant de l'Union des Syndicats du Havre, article dans lequel Maurice Gateau, l'actuel directeur de l'Orphelinat ouvrier de la Villette-aux-Aulnes, est présenté sous un aspect peu recommandable. On peut s'étonner, en effet, qu'avec de pareils antécédents, la direction d'une œuvre ouvrière lui ait été confiée.

Pour moi, je dirai plus : on peut s'indigner qu'une œuvre d'éducation — une œuvre d'enfants — ait été remise entre les mains d'un homme que rien ne qualifie pour remplir cette mission. Et je ne parle pas seulement d'après les camarades syndicalistes du Havre. J'ai vu, pendant les derniers mois que l'Orphelinat a passé à Epône, près de Maurice Gateau.

Ce que j'en pense, j'ai cru de mon devoir de le dire, en avril et en mai, à trois personnes qualifiées, pour entendre cette confidence. Je ne voulais pas porter préjudice à l'œuvre. Je l'ai fondée. Je lui ai consacré les meilleures années de ma vie, toute la force de ma jeunesse. Malgré l'attitude prise à mon égard, j'avais conservé à cette œuvre — réalisation d'un de mes rêves de jeunesse — toute mon affection. Mais, précisément à cause de cela, je souffrais jour-nellement d'assister à la descente morale de cette œuvre. Car, ce que je voyais et entendais chaque jour était pour moi chose douloureuse — je peux le dire, ce fut la douleur la plus vive de ma vie.

Je crus donc devoir le dire, en confidence, à trois personnes que je croyais susceptibles de faire porter remède à la situation, sans qu'il y ait ni éclat, ni scandale.

Rien ne fut fait. Pourquoi, dira-t-on ? Mystère !

Non, pas mystère. Le Conseil d'administration n'ignorait pas Maurice Gateau. Mais Maurice Gateau est couvert par le Parti communiste, et nul n'ignore plus, à présent, que l'Orphelinat ouvrier est entre les mains du Parti communiste (dont la dernière victoire fut la radiation des membres individuels, comme sociétaires de l'œuvre. Car, s'ils ne sont pas enlevés des statuts — par diplomatie — c'est tout comme, puisqu'on leur a enlevé, tout pouvoir délibératif au sein des assemblées générales.)

Or, j'ai refusé, en 1920, mon adhésion aux décrets de Moscou. J'ai dû le faire et dire pourquoi à l'époque. Cela me valut d'être mis au « pilori ». Mais ceci explique que ma voix n'ait pas été entendue, ou plutôt qu'elle ait été étouffée, quand j'ai cru, devant ma conscience, devoir dire ce que je savais de Maurice Gateau.

Je n'ai d'ailleurs fait aucune polémique, aucune histoire. J'ai agi dans l'intérêt moral d'une œuvre d'enfants. Les personnes que j'avais instruites et qui pouvaient agir, ne l'ayant pas fait, j'avais pris dès lors le parti de me taire.

Si je dis ceci aujourd'hui, c'est parce que l'action — que j'estime courageuse — des syndicalistes du Havre, m'incite à faire cette déclaration, laquelle, en appuyant la leur, confirmera qu'en effet l'Orphelinat ouvrier est en de singulières mains.

Mais on pourra comprendre après cela que mon exclusion de l'Orphelinat était tout indiquée. Pauvres gens ! Comme si une excommunication avait jamais réussi à détruire l'œuvre du temps ; et comme si nous ne pouvions pas répéter encore, avec Galilée : *E pur si muove !*

Madeleine VERNET.

Fondatrice de l'Orphelinat ouvrier « L'Avenir Social ».

AU COMPAGNON MOUGEOT

LETTE OUVERTE à mon père spirituel

Mon pauvre Mougeot, je viens seulement d'apprendre l'accident qui t'est arrivé en te faisant collaborateur circonstanciel et vindicatif.

Mon pauvre Mougeot, j'ai rougi de honte en voyant l'Humanité se servir de toi pour faire diversion au drame du 11 janvier. Elle te donne de « l'anarchiste authentique », parce qu'elle a besoin de toi pour la défense de sa mauvaise cause.

Tu sais bien, toi mon père spirituel, toi mon éducateur, que les brevets de ce genre ne se délivrent pas dans des boutiques de mercantiles.

Tu sais bien que le communisme libertaire a été semé bien avant l'arrivée de ces indignes moissonneurs de la faucille et du marteau.

Rappelle-toi, mon pauvre Mougeot, qu'à l'époque où tu refusais de participer à la construction d'un gendarmier, Boudoux et d'autres faisaient de l'action. Tu sais qu'il a été accusé à faux. Alors qu'est-ce qui te prend ? N'obéirais-tu pas plutôt à des ressentiments personnels qu'à des motifs idéologiques ?

Entre nous, ton libre arbitre me semble faussé. Tu ne sais rien du meurtre de la Grange-aux-Belles et tu prends position en insérant dans cette affaire une histoire qui y est complètement étrangère. Cela indique une aberration de ton individualité et un habile intermédiaire de la part de tes metteurs en scène.

L'Humanité te déclare anarchiste et plâtrier. Cela fait bien dans le tableau. Mais ne serais-tu pas devenu plutôt un repentir de l'anarchie et un adepte honteux du Grand Parti des masses, qui compte surtout des appointés de Moscou ?

Tu as gâché un mauvais plâtre, mon pauvre vieux, en intervenant aussi intempestivement. Comme patron plâtrier, tu te sens peut-être à ta place dans « l'élite du prolétariat », et personne ne te fera un reproche d'adapter ton idéologie à la condition sociale, et de caser cette dernière dans le compartiment politique de ton choix. Mais, de grâce, fais tout cela correctement, sans bousculer un passé et un compagnon de l'époque héroïque que tu as vécu.

Je suis toujours ton fidèle écolier de la vieille et rude école du malheur et de l'action, et je fais des vœux pour que ta mémoire me soit toujours chère.

PETIT-BRETON.

AUX HASARDS DU CHEMIN

Propos d'un Paria

Hip ! hip ! hurra !... Vivent les dix-huit cents francs ! Vivent les six francs ! Vive le pèse !.

Et à bas la vie chère ! A bas les sept milliards d'impôts ! Tels sont les cris que devront pousser, lors de la prochaine grande manifestation organisée dans les rues de Paris, à moins que ce ne soit à Levallois, les prolétaires conscients et organisés.

Car cette fois, ce n'est plus du battage, du cliqué : c'est extrêmement sérieux ! Les « militants responsables » ont tenu à démontrer préemptoirement qu'ils n'étaient pas rétribués uniquement pour servir de cadres éventuels à une armée rouge, dont une certaine de crétins fanatisés forment l'embryon, sous le vocable prétentieux de centurie.

Louons donc les « militants responsables » qui ont su se montrer à la hauteur de la situation, et « tirer profit » des charges intolérables qui pèsent sur la classe ouvrière pour lancer ce mot d'ordre désormais fameux : Vivent les six francs et les dix-huit cents francs ! (pour les fonctionnaires, gabelous, flics et gardiens de prisons compris).

En 1919, un vieux bougre de militant, dont je souhaite à beaucoup de jeunes la verdeur d'esprit, avait poussé l'outrecuidance jusqu'à proposer aux syndicats de créer une agitation révolutionnaire, en réclamant un relèvement uniforme des salaires de cent sous par jour.

Simple suggestion, qui ne me souriait que médiocrement, mais qui pouvait, étant bien présentée, soutenue, et dans un moment plus propice que celui-ci, avoir tout de même des résultats.

Les militants responsables d'alors, qui sont à quelque chose près les mêmes que ceux d'aujourd'hui, se demandèrent de quoi se mêlait cet étrange phénomène, non syndiqué, bien que certainement plus syndicalisable qu'eux-mêmes, qui prétendait leur parler de relèvement des salaires. Chacun son métier, dirent-ils. Or, ils venaient déjà de prouver, lors des grèves fameuses qui se produisirent cette année-là, que s'ils connaissaient leur métier, ils le pratiquaient bien mal pour les intérêts de ceux qui les payent.

Cette année 1919 m'a dégoûté à tout jamais de tous les « militants responsables ».

En 1919, il y avait déjà les salaires dérisoires et la vie chère. En 1924, il y a la vie plus chère, et les salaires guère plus élevés. Les « militants responsables » n'ont-ils pas honte de reprendre pour d'autres fois l'idée du non syndicalisme tant honni, en faisant seulement une petite surenchère de un franc ? A leur place, j'aurais demandé vingt francs, ce n'est pas trop.

Je sais bien que c'est mal de tourner en dérision une campagne qui peut créer dans le pays une certaine agitation. Mais que voulez-vous, j'ai été trop pris pour être dupe. Je dis carrément ma façon de penser, et sous ma seule responsabilité. Et je ne suis pas contrainct ici, comme ces pauvres journalistes, pour que « mon papier passe d'écrire le contraire de ce que je pense ». Entre anarchistes, on se doit tout ce qu'on croit être la vérité.

Eh bien, cette campagne qui s'annonce tapageuse, campagne qui se fera dans toute la France, et qui a été sans nul doute décidée de concert avec les chefs moscovites de la rue Lafayette, n'est selon moi autre chose que le début de la campagne électorale du Parti Communiste.

Les propagandistes « syndicalistes » qui sillonnent le pays, ne seront que les fourriers des ex-officiers et autres foudres de guerre de l'Etat-Major du P. C., lesquels réaliseront ainsi sur les millions demandés, et aux dépens des bonnes poches de cotisants de la C. G. T. U., une sérieuse économie. Les derniers n'auront qu'à continuer ce qu'auront fait les premiers ; ils dénonceront comme eux : la Vie chère et Chéron, la Ruhr et Poincaré, les impôts et tout ce que vous voudrez ; ils n'auront plus qu'à ajouter : Votez pour nous, et toutes ces misères disparaîtront !

La combinaison est, ma foi, bien trouvée. L'enagère ? Attendez un peu, nous en recauserons !

Pierre MUALES

Publicité non payée.

A la suite de la générale de la pièce de M. Raynal à la Comédie-Française, M. Edmond Séé, se voyant refuser l'insertion de son compte rendu, avait envoyé sa démission à M. Gustave Téry, directeur de l'Œuvre.

Mais M. Téry ayant publié, tout en ne le publiant pas, le papier de M. Edmond Séé, celui-ci se ravise et retire sa démission.

« Tout s'arrange » comme dit Comédia et avec une bonne petite publicité pour M. Séé et pour M. Raynal...

○○○

Ah ! ces bons dévots !..

Vous savez que l'on discute vote familial, vote ceci, vote cela, enfin tous les moyens d'accommoder cette bonne poire d'électeur.

Et voilà que le Pèlerin se fait le défenseur du vote familial. « Avec le vote familial, écrit-il, dont le principe est voté, le Pouvoir appartiendra fatalement aux familles nombreuses, et donc aux catholiques, qui, obéissant à la loi de Dieu, se font une joie de donner beaucoup d'enfants à Dieu et à la France !.. »

Pauvres chéris ! Comptez sur nous pour donner également beaucoup de députés à Dieu et à la France !..

○○○

Ga ne m'arrivera pas !

Je voudrais m'appeler Thomas, être président de Cour d'appel, et encourir l'animosité des gens du Roy.

Il vient de lui en arriver une fameuse à ce sacré Thomas que les jeunes avocats appellent grand-père et que les camelots de la rue de Rome ne considèrent pas comme un saint, depuis qu'il les a « salés ».

Maurras, le barbier, avait refusé le juge Thomas. Puis, pour continuer l'opposition, le Parti des fleurs de lys envoya mer-

credi dernier, de 18 à 21 heures, des livreurs authentiques avec de non moins authentiques poulardes et d'indiscutables foies gras. Je ne comprends pas bien ce genre de plaisanterie, mais passons.

On ne me fera jamais, à moi, de semblables farces ! Moi, qui suis condamné à une pittance dont sont bannies les volailles et les truffes !

Je voudrais m'appeler Thomas et recevoir les livreurs de la Maison de France !

○○○

Eh les principes ?

Sur l'initiative de la revue Franche-Comté et de Monts Jura, un comité s'est constitué pour l'érection d'un monument au défunt romancier Louis Pergaud.

Ce comité comprend entre autres : Président d'honneur, Raymond Poincaré ; membres, Léon Bérard, ministre ; Léon Daudet, député ; Henri Barbusse et Marcel Martinet, du Parti communiste.

Ce n'était pas la peine, assurément, d'établir 21 conditions et d'exclure à tour de bras les maçons, les ligueurs et autres « petits bourgeois » pour en arriver à tolérer deux mandarins de la littérature bolcheviste en collaboration avec un Poincaré, un ministre qui se spécialise dans la répression contre les instituteurs, et le plus abject des camelots du roy.

Le jour venu de l'érection, ce sera beau de voir les hannetons du P. C. établir la liaison organique avec les morpions du Bloc National.

La Vie des Lettres

PETITES NOUVELLES :

— Le groupe « Commaire... » annonce une série de matinées-conférences de M. Henry-Marx. Elles auront lieu tous les samedis à 5 heures, Salle de Géographie, 184, Bd Saint-Germain. La première matinée était annoncée pour le samedi 26 janvier, sur le Sentiment moderne de l'amour ; le 2 février : l'amour, chez Georges de Porto-Riche ; le 4 février : l'amour, chez Henry Bataille ; le 16 février : l'amour, chez Henry Bernstein, et, les samedis suivants, des conférences sur Maeterlinck, F. de Curel, Sacha Guitry et la nouvelle dramaturgie.

— Prochainement, à la librairie Perrin, paraîtront Les petits poèmes électriques et scientifiques de M. Henri Morge, préfacés par M. Edouard Schuré.

— M. Gustave Lanson commence dans la Revue des Deux Mondes une étude : La vie morale selon les Essais de Montaigne.

— Chaque mois paraîtra un petit volume de luxe, dans la collection Auréa (édition Roger de Nereys) où seront publiés des vers de poètes de nationalité différente.

— Les éditions Ollendorff donneront dans le courant de février le tome deuxième de l'Amé Enchantée, l'œuvre de Romain Rolland.

NOTULES :

La pièce de M. Raynal. — On sait tout le bruit que provoque la représentation, à la Comédie-Française, de la pièce de M. Raynal : Le Tombeau sous l'Arc de Triomphe. On dit que refusée à l'unanimité par le comité de lecture de la Comédie-Française, la pièce y fut imposée par M. Léon Bérard. Et Georges Fioch de remarquer dans l'Ere Nouvelle : « D'une avant-scène, un nez extravagant émerge, qui assure à son possesseur l'originalité d'un mufle de tapir : C'est M. Léon Bérard... Mais vais-je interroger, même dans son silence inquiet, peureux sans doute, celui-là qui, n'ayant jamais eu de loyauté, n'aura, par cela même, jamais d'âge ? » C'est lui nous dit-on, qui imposa l'œuvre de M. Paul Raynal. Le succès n'étant pas venu, il la lâche... Mais n'a-t-il pas lâché toujours ? Je propose qu'une souscription soit ouverte pour faire les frais du national uniforme dû, en toute justice à cet éternel laquais, à ce complet Mascarille !

Georges VIDAL.

Où aller ce soir ?

Théâtres lyriques

OPERA. — Matinée : Thais ; soirée : Faust. OPERA-COMIQUE. — Matinée : Mme Butterfly ; soirée : Manon.

VARIETES. — Matinée et soirée : Ciboulette (musique de Reynaldo Hahn).

THEATRE LYRIQUE (boulevard Rochechouart). — Matinée : Rip ; soirée : Les Saltimbanques.

Drames, Comédies et Genre

COMEDIE-FRANCAISE. — Matinée : Gringoire, Electre ; soirée : Jean de La Fontaine ou le Distrait volontaire, Fables de La Fontaine.

ODEON. — Matinée : Le Songe d'une nuit d'été ; soirée : La Cagnotte.

THEATRE CORA-LAPARCERIE. — Matinée et soirée : Plus que Reine.

VAUDEVILLE. — Matinée et soirée : La Femme nue, de Henry Bataille.

NOUVEL-AMBIGU. — Matinée et soirée : Le Torrent.

COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES. — 21 h. : Amédée et les Messieurs en rang ; Knock ou le Triomphe de la médecine.

THEATRE DES ARTS. — Matinée et soirée : L'Epreuve du bonheur.

VEUX-COLOMBIER (21, rue du Vieux-Colombier). — Matinée : La Maison natale ; soirée : Basios le Hardi.

MONTMARTRE-ATELIER (place Dancourt). — Matinée et soirée : L'Eventail, L'Occasion.

ALBERTI (troupe du Canard sauvage). — Matinée et soirée : Coq d'or.

THEATRE DES MATHURINS. — Matinée et soirée : Ce que Femme veut.

Cabarets artistiques

LES NOCTAMBULES. — A 21 h. Les chansonniers Xavier Privas, Vincent Hyspa, Jack Cazot, etc... « Ce sont les pitres » revue.

LE CARILLON. — A 21 h. La Revue.

LE GRILLON (43, boulevard Saint-Michel). — A 21 h. Les chansonniers Jean Rieux, de Soulier, Remonin, etc... et la revue « T'es bête ».

LE GRENIER DE GRINGOIRE (6, rue des Abbes). — A 21 h. Charles d'Avray et ses chansonniers.

L'Action et la Pensée des Travailleurs

La Vie de l'Union Anarchiste

Les grèves

Souffleurs de verre, Paris. — Les grévistes ont tenu une importante assemblée hier dans laquelle ils ont décidé de ne pas se prêter à la manœuvre patronale, les invitant à reprendre le travail demain lundi avec de vagues promesses.

Cent cinquante camarades se sont joints au mouvement.

Diamantaires de Saint-Claude. — Le syndicat a décidé la grève pour obtenir 20 % d'augmentation. Toute la région a suivi le mouvement, et des patrons ont aussitôt accepté les revendications.

Tisseurs d'Hellesmes-le-Lille. — Les ouvriers du tissage Ponsard se sont mis en grève pour protester contre le congédiement d'un camarade.

Charpentiers de Dunkerque. — Les charpentiers en navire ont obtenu une augmentation journalière de 1 fr. 50. Le travail est repris.

L'impossible comparaison

Jusqu'à ce jour, le sieur Monmousseau s'était contenté de me faire décocher, par d'autres, quelques épithètes qui lui vont à merveille, comme un gant.

Maintenant, le pseudo-secrétaire de la C.G.T.U. opère en personne. Le voilà qui se décide à m'appeler « son confrère en jaunie ».

J'aime mieux cela, c'est plus net, plus franc et il me sera au moins possible de saisir mon contradicteur au collet.

L'homme dont je suis, m'assure-t-on, le répondant vivant, dont je garantis l'existence au prix de la mienne, me donne ainsi la possibilité, depuis longtemps cherchée, d'établir entre lui et moi le parallèle nécessaire.

Ils m'excuseront, lui et les siens, si je ne ménage pas cette idole en toc. Ils l'ont voulu, que leurs désirs soient exaucés.

Ah ! je suis, de Monmousseau, le « confrère en jaunie ». Voyons cela, un peu.

Pour l'édification de tous, il convient que j'établisse ici nos positions respectives en 1910. Allons-y donc !

En 1910, au moment des grèves d'octobre, Monmousseau était à Paris, en plein centre de grève, en plein effort prolétarien. Alors que l'immense majorité de ses camarades, éduqués ou non étaient en grève, l'ancien patron menais de Saint-Martin-le-Beau, l'anarchiste individualiste libertaire, ex-élève d'E. Armand, l'un des amis les plus près de Sébastien Faure, homme éclairé par conséquent, ne participe pas à la lutte engagée.

Il fait pis. Lui, qui abhorre la loi, la magistrature, la police ; lui qui a l'irrespect absolu de tout ce qui est contraignant pour l'individu, n'hésite pas, sur l'ordre de ses « chefs » à porter les lettres qui rappellent au « devoir bourgeois » ses compagnons de lutte, qui se battent pour lui.

Il pousse le cynisme, m'a-t-on main-fois affirmé, jusqu'à porter les ordres de reprise du travail sous la protection de cette police, de cette gendarmerie qui dénonçait si véhémentement la veille encore.

Voilà, dans un saisisant raccourci, la besogne accomplie en 1910 par cet anarchiste de 27 ans, par cet individualiste qui méprise le « milieu » et ne ressent rien au contact de ses frères, en pleine lutte pour la vie.

Voyons, maintenant, où j'étais alors.

Moins favorisé que mon « ennemi intime », j'étais perdu dans un trou de province. J'étais à Thouars, sur le réseau de l'Etat (ancien réseau), sur ce réseau qui, sur 20.000 agents, ne comptait pas un seul gréviste.

Pourquoi en fut-il ainsi ? C'est ce qu'il importe de connaître — ce que Vadecart qui était à Saintes, sait aussi bien que moi.

Ce réseau qui fournit en 1920, en mai, un effort magnifique de 30 jours — alors que le fief de Monmousseau capitulait, sans nous prévenir, après 12 jours de lutte — était à la veille du rachat, en 1909, sur le point d'obtenir seul les satisfactions qui étaient réclamées en octobre 1910 par tous.

A tort ou à raison, mais à raison selon les chemins de ce réseau, le rachat était, pour eux, l'événement qui les avait privés de ce qu'ils se croyaient l'Etat était loin d'être fait. Des frottements se produisaient fortement et fréquemment entre les agents de ces réseaux. Il suffisait que les militants de l'Ouest, plus éclairés, proposent quelque chose, pour que ceux de l'Etat le refusent.

Ajoutez à cela que le réseau Etat (ancien) comptait 3 organisations squelettiques : le syndicat national, le syndicat professionnel, le syndicat Etat — non encore totalement disparu — ainsi qu'une vague organisation des cadres et, si vous voulez bien admettre que cette multiplicité de syndicats portait les cheminots à rester, en grande majorité, en dehors de toutes, vous aurez un tableau à peu près exact de la situation. Il ressemble d'ailleurs étrangement à celui qu'offre aujourd'hui, grâce à Monmousseau, la classe ouvrière entière.

Il convient encore de dire que les militants responsables firent leur devoir à Tours, c'est Laparra — que Monmousseau connaît bien — qui conserve pour lui l'ordre de grève ; au lieu de tenter l'impossible, de lancer les camarades, il juge plus à propos de se rendre à Paris, pour assurer le directeur d'alors, M. Beaugé, du « loyalisme » de tout le personnel de l'ancien réseau d'Etat.

A Thouars — où j'étais — c'est Cupit, lieutenant de Laparra, qui agit de même et se voit nommer chef-monteur pour prix de sa trahison.

A Saintes, c'est Corpron, grand chef de la jaunie, administrateur du réseau, homme tout puissant qui arrête, refère tout effort jusqu'à Niort, comme Laparra le fait de Tours à Thouars et Cupit de Thouars à Niort.

Que faire en présence d'une telle situation ?

Seuls les journaux bourgeois arrivent et ne versent pas, bien entendu, l'enthousiasme dans les cours. A Paris, il y a plus de grévistes, le Nord a repris. Voilà les bonnes nouvelles.

On se réunit à 10, un soir — 10 sur 500. — Il n'y a qu'à constater l'impossi-

bilité d'action et à tenter d'ouvrir de son mieux, au travail. C'est ce qui est fait et même bien fait. Le syndicat survit à la grève. Il grandit. Ce n'est pas le moins intéressant.

Telles sont, comparées, les deux situations.

Monmousseau, à Paris, en plein centre gréviste, est incapable d'accomplir un devoir facile à remplir. Il se fait l'auxiliaire des chefs et opère sous la sauvegarde de la police. Il ne sait pas être un homme... comme les autres.

Besnard est à Thouars, à 300 kilomètres de Paris, sur un réseau réfractaire dans son ensemble, il n'est qu'un homme perdu dans une masse immense et rebelle.

Loin de moi, certes, l'idée de revendiquer cela comme un geste admirable, mais je ne saurais, même en faisant l'examen de conscience le plus sévère, en avoir honte. A l'impossible nul n'est tenu. Au possible tout le monde est astreint.

Il me tardait, malgré tout, de participer à une lutte sérieuse, dans d'autres conditions. Avouera-t-je que c'est avec une joie intense que je vis arriver les événements de février, puis de mai 1920.

Et, à ce moment-là, sans hésiter, l'homme qui n'avait cru d'aucune utilité de sacrifier (?) en 1910 un emploi d'homme d'équipe de 7^e classe à 1.050 francs par an, quitte un emploi de chef de service dans une gare de banlieue, sans aucune certitude du lendemain.

L'ex-ménager de Saint-Martin-le-Beau, élu par une aberration inconcevable du Congrès de Japy, secrétaire fédéral des cheminots, se montrait presque aussi brave qu'en 1910. Au 1^{er} jour, il se fourrait dans la cave et y restait jusqu'au 16 mai, en me laissant le soin de diriger la grève dans la région parisienne. Cette attitude permit d'ailleurs à Jouxhaux, au Congrès de l'Est qui suivit la grève de me rappeler que j'avais dû faire appel à lui, à Dumoulin et à Perrot pour reconstituer le bureau fédéral. C'était vrai.

Et maintenant, le maniaque, le dément de la C. G. T. U., le défenseur — après coup — de la révolution russe, celui qui empêchait son syndicat de la commémorer en 1918, est-il décidé à poursuivre la conversation ? Ses amis sont-ils éclairés ? Lozovsky, lui-même, qui m'adressait de Berlin deux télégrammes au moins, pour lui faciliter l'entrée du territoire français à la veille d'Orléans, est-il fier de son second qui l'ignorait, volontairement et systématiquement à ce moment ? Et ses amis cheminots de Sémard, membre du Comité-Directeur à Rambaud, le franc-maçon de quinzème grade, tous ceux qui sont faits à l'image de leur maître, tous les Boville, tous les insulteurs à gages sont-ils éclairés ?

Qu'ils sachent qu'autrefois, alors qu'ils n'étaient pas encore syndiqués, j'ai forcé des adversaires comme Le Guen, Bidegaray et d'autres, à laisser là ce que je considère encore aujourd'hui comme une injure.

Qu'ils restent donc les uns et les autres avec l'ex-anarchiste individualiste, l'ex-libertaire, l'ex-syndicaliste révolutionnaire, qu'ils se serrent autour de cet homme qui a tout renié — et qui n'est pas au bout de ses reniements — qu'ils se fassent, s'ils le veulent, les champions de cette « conscience de classe » qui attendit près de 35 ans pour se réveiller, c'est leur affaire. Je n'en ai cure.

Voilà, sur ce sujet, ce que je voulais dire à mes amis, à H. Sirolle aussi, pour qu'il n'alimente plus sans savoir les échos du « Peuple », comme il le fit il y a près d'un an.

Que chacun juge. Je ne crains aucun verdict infamant. Il n'est personne qui ne puisse, je suppose, imputer à une unité quelconque la responsabilité de l'inertie de l'ensemble. Il n'est personne qui ne puisse, avec quelque esprit de justice, jeter l'anathème, pendant toute une vie à quelqu'un qui, au début de la sienne, a eu la malchance de se trouver dans un milieu d'inaction et de trahison démentées.

La conclusion de tout cela est la suivante : En 1910, je ne fus pas un surhomme et Monmousseau ne fut pas seulement un homme. Ceci console de cela.

Pierre BESNARD.

Contre les requins !

Le syndicat unitaire des allumettiers de Trélazé organise le lundi 3 février deux conférences, l'une à 16 heures à Trélazé, l'autre à 20 h. 30 à Angers, Bourse du travail. Ces conférences ont pour but de protester énergiquement contre les projets gouvernementaux, tendant à augmenter les impôts de 20 % sur toutes les marchandises et à la rapacité des financiers et des industriels.

Le camarade L. Breze, secrétaire général de la Fédération unitaire des tabacs et allumettiers traitera les questions suivantes :

La défense des monopoles, la vie chère, les 1.800 francs.

N. B. — Les ouvriers des services publics sont spécialement invités.

La répression dans l'Enseignement

Pour avoir refusé de faire dans sa classe un leçon sur l'armistice et l'appel des morts de la guerre, Appourchaux, instituteur à Férin (Nord) a été traduit devant le Conseil départemental. Par 8 voix contre 4 et un bulletin blanc, la révocation fut repoussée. Mais alors le préfet, mécontent de sa défaite qui constituait aussi un soufflet pour le ministre Bérard, proposa l'application d'une peine moindre : la censure. Celle-ci fut votée par 5 voix contre 4. (Il y eut 4 abstentions), ne recueillant même pas la moitié des suffrages.

Nous protestons contre la peine infligée à notre camarade. Aucun texte de loi, aucun décret, ne permet au ministre d'imposer aux instituteurs, à des heures données, des leçons spéciales sur telle ou telle matière d'enseignement. En refusant de déferer au désir du ministre, Appourchaux n'a pas outrepassé ses droits.

La censure qu'on vient de lui décerner est une nouvelle brimade contre laquelle toutes nos sections syndicales doivent protester.

Le Bureau fédéral.

Pour l'augmentation des salaires

La campagne entreprise contre la cherté de la vie et pour l'augmentation des salaires sera une démonstration de plus que le syndicalisme est seul capable de résoudre au mieux cette question si complexe et si laborieuse.

Il ne faudrait pas que, présentée artificiellement par les politiciens implantés à la C. G. T. U., elle soit une préface à la foire électorale.

L'Humanité d'hier profite déjà de cette agitation pour essayer de réhabiliter le petit Raynaud, le minuscule secrétaire de l'Union. On veut nous le représenter comme travaillant d'arrache-pied, exténué par la besogne, accablé sous les dossiers.

Les revendications du prolétariat ne sont pas faites pour monter les fonctionnaires en épingle, surtout ceux du genre cité. L'agitation doit se faire, non au profit d'individus, non au profit de sectes extérieures, mais pour obtenir des résultats intéressants l'ensemble des travailleurs.

Le rédacteur bolcheviste a découvert la lune, hier. Il a constaté que dans les corporations qui disposent d'une grande force syndicale, les salaires ont suivi de près la hausse du prix de la vie.

Et par contre, dans les industries où le syndicat est faible, les augmentations ont été presque insignifiantes. Il cite, à l'appui de cette dernière thèse, l'Alimentation, qui groupe 500 syndicats, sur 20.000 travailleurs.

Voilà qui tombe à pic. Justement, l'Alimentation a été « fécondée » par le P. C. et on en voit les jolis résultats : la journée de huit heures n'est pas respectée, et les salaires sont dérisoires.

Nous pourrions opposer le Bâtiment, qui a résisté à l'emprise politique, et aux divisions qu'elle produit. Là, la situation est tout de même moins mauvaise.

Pourquoi ? C'est bien simple ! Un syndicat, qui refuse de faire le jeu d'un secte politique, conserve son unité et sa force d'action, et en retire des avantages pour ses corporants.

Alors, qu'est-ce que le Parti a à s'occuper des comités d'usine et des questions syndicales ? Pourquoi est-il venu, en armes, à la Maison des Syndicats, avec la prétention de s'imposer aux syndicats ? Et pourquoi y a-t-il, dans les syndicats, des appointés qui, servant les formules défaitistes du Parti, vont dire que le syndicalisme n'est bon à rien, s'il n'est pas fécondé par le Parti ?

Il y a, à la C. G. T. U., des gens qui se désolent d'eux-mêmes.

L'article de l'Humanité d'hier est un aven précoce, et il serait à souhaiter que les lecteurs en tirent un enseignement salutaire.

Au Comité Général de l'U. D.

Le Comité général du 30 janvier ressemblait assez à un enterrement du syndicalisme.

Vallet, délégué du S. U. B., déclara être un délégué en sursis jusqu'à décision à intervenir. Le S. U. B. ne boudera pas à l'action, mais s'abstiendra sur les votes à émettre.

Une proposition de fidélité à la majorité moscovitaire est déposée par les communistes de la voiture-aviation et adoptée, ce qui ne signifie pas grand-chose. A part quelques syndicats sérieux, où sont les possibilités d'action de la majorité confédérale ?

A noter que le compte rendu officiel ne fait pas connaître le fond de la contre-proposition du syndicat des peintres qui demandait simplement un geste de fidélité au syndicalisme et à la charte d'Amiens.

Tout cela est très significatif. Les gens qui préfèrent la tactique du Parti au syndicalisme se classent d'eux-mêmes. N'insistons pas.

A propos de l'élection à la C. E., le bâtiment et les électriciens ont retiré leurs candidats. La plupart des élus sont des communistes bon teint et des syndicalistes douteux. Certains syndicats sont représentés par des professionnels... comme le P. C. en a trouvé pour son Comité directeur.

Le secrétaire Brancon, s'étant plaint de gastro-entérite, il est remplacé provisoirement par Chauveau qui a l'estomac solide.

Si, après cela, les syndicats unitaires ne sont pas contents, c'est qu'ils sont difficiles.

LES HUIT HEURES chez les scieurs de pierre tendre

L'exploiteur millionnaire Ronteix est peut-être l'entrepreneur qui aime le plus la réclame. Comme il sait que le chômage est presque général, il en profite pour faire faire neuf heures à ses serfs, au chantier, rue Lafontaine, à Saint-Ouen.

Peu lui importe que des gens crèvent de faim puisqu'il aura la satisfaction de faire échec à la loi. Ce rapace s'est entouré pour la circonstance de pauvres bougres que conduit un jeune garde-chiourme du nom de Verjus. Le maître et son larbin comptent ainsi passer à la postérité en sabotant la loi la plus sociale de ce siècle.

Nous rappelons à Ronteix et à ses pareils que le Syndicat va recommencer sur « le tas » une campagne vigoureuse pour le respect des huit heures. C'en est assez de se serrer la ceinture.

Faut-il rappeler à tous nos camarades de misère qu'ils ont l'impérieux devoir de résister, voire de refuser à se faire les complices des affameurs ?

Plus les bras resteront inoccupés, plus les salaires seront avilis et le travail moins abondant ; c'est en restant unis dans la même action que nous ferons capituler tous les entrepreneurs de chômage, de misère et de travaux forcés.

Le Secrétaire, Lechapt.

Abonnez-vous

au « Libertaire »

Communiqués Syndicaux

Alimentation. — Mercredi 6 février, à 21 h., Maison de la Coopération, 29, boulevard du Temple : Fête familiale et bal de nuit organisés par le Syndicat des Hôtels, Cafés, Restaurants et Bouillottes. Entrée : 4 francs.

Charcutiers-Salonniers. — Assemblée générale trimestrielle aujourd'hui, à 15 heures, rue Grange-aux-Belles, 33. Ordre du jour important.

Charretiers et Manutentionnaires du fer. — Réunion ce matin, à 9 h. 30, à la Bourse du Travail, pour discuter de l'augmentation des salaires.

Chauffeurs industriels. — Réunion à 16 heures, Bourse du Travail, pour établir un cahier de revendications.

Chauffeurs, Conducteurs, Mécaniciens, Electriciens. — Réunion du Conseil à 9 heures, ce matin, à la permanence.

Fondeurs-Typographes. — Ce matin, à 9 heures, à l'annexe de la Bourse du Travail, 20, rue du Boulou : Perception. A 10 heures : Conseil syndical.

Hospitaliers. — Les délégués sont priés de passer d'urgence pour retirer des tracts. La réunion du Conseil de mardi est remise à une date ultérieure.

Minorité du Livre parisien. — Le Groupe se réunit aujourd'hui, à 10 heures du matin, au bar des Charmettes, 18, rue Jean-Jacques-Rousseau, près la Bourse du Commerce. Tous les sympathisants sont cordialement invités.

Métaux. — Réunions d'aujourd'hui : Section de Nanterre : A 9 h. 30, Maison de la Coopération, 2, rue de la Mairie. Section russe : A 14 heures, Bourse du Travail, Paris.

Section de Romainville : Permanence à la Coopération, rue Veuve-Aublet.

Section de Champigny-Saint-Maur : A 9 heures, salle Sautet, place du Théâtre, Saint-Maur.

Section de Joinville : Permanence de 9 heures à 12 heures, rue du Canal, 33.

Section de Vitry : Permanence, salle Denos, 1, place de la Gare.

Section de la Gare-Colombes : Permanence de 9 heures à 11 heures, rue de la Fontaine, 40, à la Gare.

Réunions d'usines du lundi :

Maison Salvy : A 17 heures, rue Saint-Sébastien, Paris (19^e).

Maison Barde : A 17 heures, chez Brigne, avenue du Général-Michel-Bizot, face hôpital, Paris (12^e).

Papier-Garton. — Ce matin, à 9 h. 30, salle des Commissions, 3^e étage : Réunion des Affiliés.

P.T.T. — Le 2^e Groupe (Ambulants des Employés ligne P.-L.-M.) proteste contre l'assésât des ouvriers le 11 janvier à la Grange-aux-Belles ; s'élève de toute son énergie contre les provocations sans nombre des politiciens de Moscou, créant la haine et la division dans le sein des organisations syndicales.

Le 2^e Groupe déclare se placer au-dessus des haines, des calomnies et des tendances ; s'élève respectueusement devant la déposition des camarades trappés à mort par les bolchevistes ; envoie son salut fraternel aux familles éprouvées, ainsi qu'à leurs organisations, et les assure de son entière solidarité.

Scieurs, Découpeurs, Mouluriers. — Réunions d'aujourd'hui : Saint-Ouen : A l'Abeille, 57, avenue des Bâtignolles.

Montreuil : Rue de Paris, 100.

Permanence à la Bourse du Travail, de 9 à 11 heures.

Terrassiers. — Réunions du dimanche matin, à 9 heures :

Mantes : Rue de la Gabelle, Bourse du Travail.

Montreuil : 100, rue de Paris ;

Les Mureaux : Salle Couturier ;

Versailles : 5, rue Dangeau, Bourse du Travail ;

Contrôle : A 8 heures, au siège.

Les personnes pouvant apporter leur témoignage sur l'accident survenu à Jean Nédélec le 28 novembre 1923, à Villejuif, sont priées de se faire connaître au siège du Syndicat.

Voiture-Aviation et Marchalerie. — Courbevoie : Réunion de 10 heures à midi, Maison du Peuple, 35, rue Adam-Ledoux.

Levallois : Permanence-réunion, de 10 heures à 11 h. 30, Maison Commune, 28, rue Cavé.

Colombes : Maison du Peuple, rue des Voies-du-Bois, prise des cartes 1924 et cotisations.

Comité intersyndical du 11^e. — Réunion demain soir, à 21 heures, rue Saint-Bernard, 2. Tous présents.

C.I. du 13^e. — Réunion demain, à 20 h. 30, au 163, boulevard de l'Hôpital, Maison des Syndicats. Présence de tous les délégués.

DANS LE S.O.B.

Réunions d'aujourd'hui, à 9 heures du matin : Plombiers-Posers : Salle Fernand-Pelloutier, Bourse du Travail ;

Démolisseurs : Salle Henri-Pérault, Bourse du Travail ;

Sections locales intercorporatives, aux lieux suivants :

3^e et 4^e arrondissements : 6, rue des Nonnains-d'Hyères ;

5^e et 6^e arrondissements : 6, rue Lanneau ;

13^e arrondissement : Maison des Syndicats, 163, boulevard de l'Hôpital ;

18^e, rue Cambronne ;

Asnières : Maison du Peuple, 11, avenue Jean-Jaures ;

Charenton : 26, quai des Carrières ;

Colombes : 32, rue des Voies-du-Bois ;

Issy-les-Moulineaux, 26, rue André-Chénier ;

Courbevoie : 8, rue de l'Hôtel-de-Ville ;

La Gare-Colombes : Maison des Cheminots, 61, rue Bonin ;

Levallois-Perret : Maison Commune, 28, rue Cavé ;

Romainville : 59, rue de Paris ;

Saint-Denis : Bourse du Travail, 4, rue Suger.

Réunions de demain :

Serrurerie et Construction métallique : Conseil de Section à 18 heures, bureau 13, 4^e étage, Bourse du Travail.

Jeunesse syndicaliste intercorporative du Bâtiment et des Travaux publics : Réunion à 20 h. 30, salles 13 et 14, 1^e étage, Bourse du Travail. Causerie par le camarade Salvator. Les réunions auront lieu désormais les lundis au lieu des mercredis.

Aux Conseils de Sections techniques. — Il est rappelé que des indications aux revendications vous sont fournies afin d'établir le cahier régional le 15 février. La question sera à l'ordre du jour du Conseil général le 14.

Charpentiers en fer. — Réunion extraordinaire du Conseil et des délégués de chantiers, mardi, à 18 heures, avenue Mathurin-Moreau.

Minorité du Gard. — En vue d'organiser la Minorité dans le département, le Syndicat de l'Habillage et les Municipaux unitaires de Nîmes font appel à tous les secrétaires des syndicats minoritaires du département et aux groupes isolés dans les syndicats, afin d'organiser un congrès ayant pour but de nous mettre d'accord sur la conduite que nous devons tenir.

S'adresser à Raoul Reynaud, rue Robert, 14, à Nîmes, qui convoquera aussitôt après avoir reçu les réponses.

Paris et Banlieue

Groupe du 12^e. — Demain, à 20 h. 30, 35, boulevard de Reuilly, salle Fabre : Causerie sur « L'Anarchie et sa philosophie », par Léon Louis. Tous les camarades sont priés d'y assister.

Groupe d'Etudes sociales de Rueil. — Aujourd'hui, à la Maison du Peuple, 15 bis, rue Giroux : Causerie par notre camarade Le Mellour, sur « Les Anarchistes et la Violence ».

Groupe d'Argenteuil. — Réunion aujourd'hui, à 9 heures, Maison du Peuple. Le secrétaire s'excuse en raison d'une absence imprévue.

Province

Groupe de Nîmes. — Dans sa réunion du 29 janvier, il a été décidé, en vue de la période électorale, d'élaborer un congrès du Gard. Que tous les groupes et individualités du département se mettent en rapport tout de suite avec le Groupe de Nîmes. Ecrire à Pradier, 10, boulevard de la République, Nîmes.

Companeros de « Liberion » salud. — Habiendon enterado por medio del periódico « Acción social Obrera » que la aparición de « Liberion » se efectuara el primero de Febrero, nos hemos propuesto a escribros para haceros saber que el grupo acordó de mandar a pedir un paquete de 50 ejemplares de dicho periódico.

Asi es que para empezar, nos mandareis el numero indicado.

Sin mas recibid un saludo fraternal del grupo.

Nota. — Toda correspondencia a la misma direccion.

Grupo Anarquista « Radis-Ben », 17, rue Maignan, Lyon.

Pour que vive le « Libertaire »

Robert, 5 fr. ; Chenard, 1 fr. ; Le Ménaff, 5 fr. ; Leblanc, 21 fr. ; les Imprimeurs de la « Fraternelle », 20 fr. ; Pécastaing, 7 fr. ; Pengloan, 3 fr. 25 ; Guillou, 4 fr. ; Ouslot, à Toulouse, 7 fr. ; Brunet, 3 fr. ; Cordier, 4 fr. ; le Marchand de camembert, 5 fr. ; Félix Fortini, 2 fr. ; Legris, 5 fr. ; Pujos, 1 fr. ; Martinez et sa compagnie, 5 fr. ; La Boulange, 2 fr. ; A. bas l'argent, 1 fr. ; Guérin et sa compagnie, 2 fr. ; Anthropus, 2 fr. ; Farsy Albert père, 1 fr. ; Farsy Albert fils, 1 fr. 50 ; Germain Farsy, 1 fr. 50 ; Roche, à Genève, 8 fr. ; Juan Munoz, 2 fr. ; Hodot, 10 fr. ; Copain de Fresnes, 1 fr. 50 ; Trévidic, 2 fr. ; Lemoine, 3 fr. ; les Boulangers syndicalistes-fédéralistes de la « Fraternelle » (chacun 1 fr.), 15 fr. ; Boissel, 5 fr. ; un Sans-Patrie, 5 fr. ; Mader, 4 fr. ; Martin, 2 fr. ; Germaine Linthaud, 2 fr. 50 ; Froment, 25 fr. ; J. G..., 5 fr. ; Consuelo, 5 fr. ; René Guyon, 0 fr. 90 ;